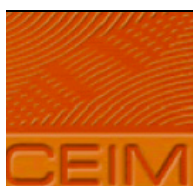


ISSN 1714-7638
Novembre 2008

**CHANGEMENTS ET CONTINUITÉS
DANS LE SYSTÈME POLITIQUE COLOMBIEN :
HACIENDAS ET VIOLENCES**

OLIVIER PLAMONDON



Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation
Institut d'études internationales de Montréal
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888, succ. Centre-ville,
Montréal, H3C 3P8
Tel : (514) 987 3000 # 3910
<http://www.ceim.uqam.ca>



Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du Groupe de Recherches sur l'Intégration Continentale (GRIC) ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).

COMPRENDRE LE POLITIQUE?

Cet État qui n'a pas le monopole de la violence légitime, qui est loin d'avoir le contrôle sur son territoire, qui connaît une violence endémique illustrée par le plus haut taux d'homicide au monde dans les années 90¹, et qui a un déficit historique au niveau des réformes sociales, certains le qualifieraient de « failed-state ». En effet, ce concept plutôt flexible et critiquable de l'administration états-unienne renvoie aux difficultés d'analyser des dynamiques politiques et sociales qui sont caractéristiques d'une situation unique au monde, celle de la Colombie. Néanmoins, c'est justement ce contexte unique, et surtout cette violence devenue interaction sociale qui pousse l'analyste à chercher des clés qui permettent de comprendre certaines dynamiques et d'éclairer un tant soit peu ladite conjoncture.

Je me permets de croire² que dans cette démarche une analyse historique, économique, et politique est nécessaire. Partant de cette perspective, cet essai consistera en une approche du thème de la représentation en Colombie au travers de l'histoire de son système politique. Cette analyse permettra d'esquisser les conditions de changements et de continuités du système et enfin pourra éclairer certains aspects du contexte politique colombien. Si elle est effectuée correctement, cette approche permettra de souligner la tendance Colombienne à la monopolisation du pouvoir politique par les classes dominantes principalement par la répression des expressions populaires.³

¹ Alcántara Saez, Manuel et Ibeas Miguel, Juan Manuel, «Colombia ante los retos del siglo XXI: desarrollo, democracia y paz». Salamanca: Ediciones Universidad de Salamanca, 2001. p. 19.

² J'utiliserai de la première personne dans cette note pour deux raisons: 1) l'usage généralisé du « nous » et du « on » dans le champ académique cache une certaine forme impersonnelle de pouvoir, comme si on devait se cacher pour pouvoir donner notre opinion. 2) parce qu'il est important de mettre l'accent sur la nature subjective de quelque analyse politique, ce spécialement dans le cas analysé ici.

³ Concernant le type d'analyse historico politique que j'effectuerai dans cet essai, il est nécessaire d'aborder les thèmes de l'ontologie, de l'épistémologie et de la normativité. J'ai choisi de traiter de l'histoire du système politique colombien depuis le XIX^{ème} siècle parce que je postule à la suite de Robert Cox qu'une analyse dans l'espace et le temps, ou synchronique et diachronique, est requise. Le synchronique nous donnerait en effet une image présente, une photographie du monde social qui pourrait ressembler « à un système de parties interreliées qui tendent à l'équilibre », tandis que le diachronique renverrait à une analyse plus historique sur une longue durée qui tente « d'enquêter sur les ruptures et conflits qui amènent aux transformations du système ». Cela amènera à souligner que, comme Edward Hawlett Carr l'a avancé, « le souhait est le père de la pensée », ou l'intention précède l'analyse. Effectivement l'objectif de cette note est de contribuer à l'ébauche d'une ontologie qui « identifie les facteurs qui aident à comprendre et agir sur une conjoncture historique ». Dans le cas analysé, la conjoncture historique serait celle de la Colombie, un pays sous un régime politique corporatiste autoritaire qui est le responsable historique par action et omission de la violation systématique des droits fondamentaux de grandes portions de sa population. Finalement, il est certain que l'analyse historique contient ses difficultés : il est nécessaire de ne pas effectuer l'histoire événementielle des détenteurs de pouvoir, mais d'un autre côté il ne sera pas possible dans cette note d'effectuer une analyse intégrale « par en bas », des conditions sociales et « gestes répétés » de Braudel (alimentaire, population, logement, activités journalières). Dans le même sens, même si il apparaît fondamental d'analyser les conjonctures qui sous-tendent l'histoire événementielle, et sous-tendant les premières les structures qui se re/forment sur la « longue durée », cette note ne pourra que s'inspirer de cette approche. Robert Cox, *The Political Economy of a Plural World : Critical Reflections on Power, Morals*

L'analyse sera divisée en périodes non exclusives qui correspondent généralement aux hégémonies d'un des deux partis colombiens, et à partir de 1945 au type de régime politique⁴ en vigueur pendant ladite période.⁵ Ainsi, je vais commencer par aborder le XIX^{ième} siècle en le divisant en deux périodes, l'une étant celle de la mise en place du libéralisme économique par les libéraux (1851-1880), et l'autre du projet de la régénération (1880-1899). Par la suite, je traiterai du XX^{ième} siècle en m'attardant à l'hégémonie conservatrice (1902-1930), la période des tentatives de réforme libérale (1930-1946), la Violence (1945-1964), le Front National (1958-1974), et enfin celui de la violence endémique, du paramilitarisme et du narcotrafic (1974 à aujourd'hui).

and Civilization, Londres : Routledge, 2002, p. 28, 31-32, 78; Edward Hallett Carr, *The twenty years' crisis 1919-1939*, New York: Harper Torchbooks, pp. 2-5. – Toutes les traductions dans cette note sont effectuées par l'auteur.

⁴ J'utilise la définition de Guillermo O'Donnell des régimes et des gouvernements : « on peut résumer les définitions de gouvernement et de régime en avançant que le premier est le sommet de l'appareil étatique, et que le régime est le tracé des routes qui mènent à ce sommet. » - Guillermo O'Donnell, "Capítulo 1", In *1966-1972 El Estado Burocrático-Autoritario: Triunfos, derrotas y crisis*, Buenos Aires: Editorial de Belgrano, 1982, p. 22.

⁵ Le lecteur notera que cette division ne permettra pas d'effectuer une analyse complètement adéquate des processus ou dynamiques socio-économiques qui sous-tendent les événements politiques. Pour pallier à cette difficulté je traiterai d'un processus socio-économique au moment où celui-ci a une incidence particulière sur la conjoncture politique, et quand le processus chevauche plusieurs conjonctures, il sera présenté au moment de sa formation.

XIX^{IÈME} SIÈCLE : CAUDILLISME ET PRÉCAPITALISME

Un premier constat analytique sur le XIX^{ième} siècle colombien : l'État comme entité réifiée n'est pas le concept qui permettra de rendre compte de la situation sociopolitique de cette époque. Néanmoins, la définition juridique de l'État permettra de comprendre que l'autorité publique n'aura qu'un faible contrôle sur sa population et son territoire, et ainsi que l'État sera une institution qui reflètera directement les intérêts et les conflits entre les classes dominantes⁶. Ces dernières seront composées dans cette période des *terratenientes* (propriétaires terriens) et des *Caudillos*⁷. Au niveau de la représentation, les deux partis qui marqueront la scène politique pendant un siècle et demi se formeront au milieu du siècle.

Je commencerai par décrire deux aspects de la société qui sont hérités de la colonie, soit le mode de production de la grande hacienda et les pratiques politiques typiques d'une société traditionnelle⁸. Ces deux aspects permettront de présenter le contexte dans lequel s'avance la société Colombienne au début du XIX^{ième} siècle, mais aussi de comprendre les évolutions politiques et économiques qui vont marquer son histoire. Je continuerai avec la période du libéralisme économique, où une faction du Parti Libéral promeut l'ouverture au marché international et le fédéralisme. Enfin, je terminerai avec le projet de la régénération, une unification nationale par la voie réactionnaire.

L'héritage de la colonie

Avant de traiter du mode de production de la hacienda, une forme d'exploitation plus subtile, efficiente et acceptée socialement que l'esclavage, il est nécessaire de présenter certains traits « psycho-sociologiques » de la société latinoaméricaine du XIX^{ième} siècle tels que décrits par François-Xavier Guerra.

⁶ Tout au long de cette note j'utiliserai le terme de classe dominante pour désigner ceux qui réussissent à faire prévaloir leurs intérêts dans la société. Il est impossible de traiter de bourgeoisie avant le XX^{ième} siècle étant donné que le système politico-économique en est à un stade pré-capitaliste. En ce sens, les classes dominées restent telles puisque la classe ouvrière reste un acteur marginal jusqu'aux années vingt, et par la suite le mouvement paysan et indigène devront être inclus dans l'analyse, de là l'usage adéquat du terme classes dominées.

⁷ Grand propriétaire terrien qui avait une milice et une forte influence régionale.

⁸ Je reconnais le caractère paternaliste du terme, ce spécialement étant donné que je crois que ces traits constituent une structure de longue durée.

En ce qui a trait à la représentation politique du XIX^{ième} siècle, la logique de ce régime restait liée aux vieux acteurs sociaux et à leurs systèmes culturels de référence⁹. En effet, je dois insister sur le caractère traditionnel de ces sociétés « ... structurées selon de vieux ensembles d'une extraordinaire cohérence : clans de familles, cités, haciendas, ethnies indigènes, communautés locales, confrèreries, corporations, etcetera. »¹⁰ où bien que les élites aillent en gagnant un caractère moderne, le parentage, l'amitié, le patronage et le clientélisme restent les modes d'interaction prédominants. Ainsi, la représentation dans ces sociétés s'effectuait beaucoup plus par les liens entre les acteurs collectifs susmentionnés que par le suffrage restreint ou par des canaux corporatifs naissants. En ce sens, ces caractéristiques conditionneront le régime politique qui naîtra de l'indépendance. Cet événement sera provoqué par l'invasion napoléonienne de l'Espagne, mais aussi par des élites locales qui pensaient depuis longtemps à s'émanciper pour exploiter pleinement les ressources locales et profiter d'un commerce moins restreint avec l'Angleterre. C'est pour cela que la « révolution » qui viendra des classes dominantes nationales amènera des institutions qui tendront à consolider le pouvoir déjà établi dans la colonie. Ainsi, Guerra avance que le besoin de légitimer la souveraineté du peuple conduira à l'établissement d'un suffrage, mais cela en réservant l'exercice du pouvoir aux plus dignes pour empêcher les excès de ce peuple¹¹. En bref, ces régimes seront qualifiés de régimes de constitutionnalistes (empêchant les tyrannies, séparant les pouvoirs, permettant une « représentation nationale »), mais en aucun cas de démocratiques quand un enchevêtrement de mécanismes comme le suffrage restreint, l'élection indirecte et la fraude systématique permettront aux classes dominantes de maintenir l'appareil étatique sous leur contrôle.

Justement, de quelles classes dominantes s'agit-il? Il est possible de répondre en partie à cette question par une analyse des modes de production qui sont légués par la colonie. Les deux principaux modes de production, et les plus importants pour les développements économiques futurs, sont la grande hacienda fonctionnant sur une base de location des terres (ci-après « hacienda ») et la petite production parcellaire¹². La hacienda est le mode de production le plus répandu dans la Nouvelle Grenade du XVIII^{ième} siècle, mis à part pour la région d'Antioquia. Son fonctionnement s'est fait par l'allocation de terres à des locataires (*arrendatarios*) métisses que le *terrateniente* amenait dans une relation subordonnée par un endettement excessif et qui était coordonnée avec les pouvoirs locaux pour que le premier ne puisse fuir de ses obligations. Il s'agissait d'une coercition extra-économique par laquelle le paysan

⁹ François-Xavier Guerra, "Las Metamorfosis de la Representación en el Siglo XIX", In Georges Couffignal, *Democracias Posibles: El Desafío Latinoamericano*, Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, 1994, p. 39.

¹⁰ *Ibid*, p. 61.

¹¹ *Ibid*, pp. 50-51

¹² Tout au long de cette note, la majorité des observations économiques sont basées sur l'ouvrage de Salomón Kalmanovitz, comme c'est le cas pour la description suivante des modes de production. - Salomón Kalmanovitz, *Economía y nación : Una breve historia de Colombia*, Bogota : Tercer Mundo editores, 4^e ed., 1994, pp. 46-73.

endetté devait travailler une partie de son temps sur les terres du *terrateniente*, payer une rente, acheter ses biens de subsistance dans la boutique de la hacienda et vendre sa production au *terrateniente*. Parfois les haciendas avaient leurs propres milices, enrôlées dans les guerres régionales et nationales, ainsi que leur propre église, la religion catholique étant le socle idéologique de la domination exercée par les propriétaires terriens et dans plusieurs cas celle exercée par les conservateurs.

La petite propriété parcellaire se développera dans la région d'Antioquia. Il s'agit de propriétés d'un maximum de 50 hectares dans lesquelles on comptait des concessions de 5 hectares à des familles humbles. L'avantage était que le locataire (*parcero* dans ce cas) bénéficiait des augmentations de la production - il pouvait vendre ses surplus sur le marché local - ce qui devenait un incitatif à l'intensification et à la rationalisation de ses méthodes de production. Les conséquences des différences de ces modes de production se feront sentir à long terme sur le développement économique du pays en posant les conditions d'un développement capitaliste (j'y reviendrai). Effectivement, dans le cas de l'exploitation informelle des locataires dans les haciendas, ces derniers n'avaient que peu de temps pour s'occuper de leur parcelle et se fournissaient en biens de subsistance à l'hacienda, avec des pénalités s'ils accédaient au marché. Ce mode de production amènera à ce que la grande absorption de la production interne ne stimule pas l'expansion du marché, l'évolution des processus de production et la diversification des activités.

Enfin, compléteront le tableau des modes de production un secteur minier esclavagiste et indépendant dans la région d'Antioquia, un artisanat marginal concentré dans des casques urbains qui ne représentent que 6% de la population, ainsi qu'une production appréciable de tabac et d'*aguardiente* (alcool de cane à sucre). De cette description viendra l'inférence qu'à la fin du XVIII^{ième} les classes dominantes étaient majoritairement composées des propriétaires terriens et complétées par une petite aristocratie¹³. De ce fait, les *terratenientes* constitueront le groupe qui déterminera en grande partie l'évolution politique et économique de la société colombienne, ses intérêts étant facilement démontrables si on observe par exemple le cas des titres de propriété : selon Salomón Kalmanovitz, après plusieurs adjudications de terres par le gouvernement, en 1881 seulement 0.05% des terres avaient été adjugées directement aux colons¹⁴.

J'ai présenté la logique patricienne des pratiques politiques latinoaméricaine au XIX^{ième} siècle ainsi que les modes production prédominants que sont la hacienda et la petite production parcellaire. Cette trame de fond de la société colombienne sera importante pour que l'analyste puisse comprendre le caractère du régime politique en vigueur au XIX^{ième} siècle, en effet, j'avancerai que bien que la hacienda comme mode de

¹³ *Ibid*, pp. 74-92.

¹⁴ *Ibid*, p. 115.

production prédominant disparaisse au milieu du XX^{ième} siècle¹⁵, cette trame de fond constitue une structure encore influente aujourd’hui.

Le libéralisme

Comme je l’ai avancé plus haut les partis libéral et conservateur naîtront plus ou moins au milieu du 19^{ième} siècle¹⁶, période marquée par les premières réformes libérales. L’historien Jean-Pierre Minaudier avance que la période mouvementée de 1830 à 1886 fera connaître à la Colombie quatre noms, six Constitutions, trois coups d’État, neuf guerres civiles nationales, des dizaines de conflits régionaux ou locaux¹⁷ et trois brèves confrontations avec l’équateur¹⁸. Je ne crois pas qu’il soit pertinent ici d’effectuer une description intégrale des conflits qui toucheront cette période, sinon d’aborder brièvement les plus pertinents pour leurs conséquences sur les plans politiques et économiques. Ainsi, je commencerai par faire ladite brève description avant de poursuivre avec les grandes lignes des réformes politiques et économiques et leurs conséquences.

C’est en 1849 que José Hilario López, un *caudillo* de la région du Cauca mettra en branle le premier programme libéral. On comptera parmi ses réformes l’abaissement des droits de douanes, la redistribution des revenus fiscaux, l’abolition de la peine de mort et en mai 1851 la *manumission* (l’abolition de l’esclavage), cette dernière réforme provoquant un bref soulèvement des *terratenientes* conservateurs qui pratiquaient encore l’esclavage. C’est à cette période qu’on voit se définir les partis et leurs factions, les libéraux étant divisés sur le thème du libre-échange, les commerçants plus enclins à voir leurs revenus augmenter par l’ouverture des frontières et les artisans plus craintifs de voir la compétition internationale envahir leur marché. La division qu’engendreront ces réformes et les tensions régionales s’exacerbant, un coup d’État libéral sera contré par une nouvelle guerre civile que gagneront les conservateurs. C’est à ce moment, en 1858, qu’une constitution allait reconnaître les régionalismes et proclamer la nouvelle grenade comme une Confédération. Enfin, une nouvelle guerre civile sera provoquée par Tomás Cipriano de Mosquera, un autre *caudillo* du Cauca, et sa victoire amènera à la relative consolidation d’un régime libéral et ultra-fédéraliste¹⁹ :

¹⁵ *Ibid*, p. 386.

¹⁶ Andrés Dávila Ladron de Guevara et Felipe Botero Jaramillo, “La compleja modernización de los partidos más antiguos en América Latina” In Cavarozzi et Abal Medina (h.), *El asedio a la política: Los partidos latinoamericanos en la era neoliberal*, Rosario: Homo Sapiens Ediciones, 2002, p. 261. – on y mentionne que Frank Safford voit plutôt la naissance du bipartisme autour de la moitié des années trente du XIX^{ième} siècle.

¹⁷ D’autres sources laissent croire que de 1861 à 1876 il y aurait eu 40 conflits régionaux - Biblioteca Luis Angel Arango, “Atlas básico de historia de Colombia”, Banco de la República, Colombia, 1996. Web. <http://www.banrep.gov.co>.

¹⁸ Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie : de la conquête à nos jours*, Paris : l’Harmattan, 1992, p. 131.

¹⁹ *Ibid*, pp. 131-159.

...la Colombie ne fut plus que l'addition de neuf États confédérés souverains qui menaient chacun leur vie propre, avec leurs Constitutions, leurs lois, leur justice, leur monnaie, leur douane, leur armée.[...] La Constitution limitait les forces armées confédérales à milles hommes, une garde nationale inoffensive...²⁰

De plus, bien que depuis 1853 on avait proclamé la liberté de culte et la liberté d'enseignement, en 1861 Mosquera ajoutera la sécularisation des biens de l'église et le désamortissement de ses terres pour des raisons plus économiques qu'idéologiques.²¹

Si on tente d'effectuer une analyse du système politique qui commence à prendre forme à cette époque, il me semble qu'il est nécessaire de traiter en premier lieu des coalitions régionales d'intérêts, puisque sur un plan national, mis à part la question de la place de l'église dans la société²², une ligne de clivage entre les deux partis est extrêmement difficile à tracer. En effet, il semblerait que les conjonctures stratégiques permettront dans certaines circonstances qu'un *caudillo* puisse nationaliser son projet politique, mais cela sans jamais réussir à hégémoniser la scène nationale²³. Ainsi, dans cette période les intérêts régionaux qui auraient prévalu auraient tendus au fédéralisme et à la tentative de l'implantation d'un libéralisme économique, ce qui permettra à certains analystes d'y voir un projet libéral. Il ne semble pas difficile d'imaginer que d'autres conjonctures auraient pu prendre place, en effet, Frank Safford ajoute qu'à l'instar des autres États latinoaméricains, les pouvoirs régionaux réunis *ad hoc* rassemblaient des forces militaires qui dépassaient de beaucoup les capacités nationales²⁴. En ce sens, il suffisait que dans un conflit entre les deux partis trois *caudillos* d'une même région s'inclinent en faveur d'un même groupe pour que soient assises les conditions d'un soulèvement qui ferait tomber la capitale²⁵. Enfin, au niveau de la représentation, est-ce que la reconnaissance du suffrage « universel » par les libéraux en 1850 pourrait signifier l'amélioration des conditions démocratiques? Pas vraiment, ce pour deux raisons. Premièrement, étant donné la nature fédéraliste du régime, où les gouverneurs des régions avaient beaucoup plus de pouvoirs individuels que les présidents, les régions adopteront des lois qui viendront restreindre le suffrage. Deuxièmement, le vote n'amenait que ce que Kalmanovitz appelle le gamonalisme, l'obligation pour les locataires des haciendas de voter pour leurs patrons. Ce qui restait de personnes plus ou moins libres, les petits producteurs parcellaires et les artisans, ils s'intégreront dans leur majorité aux réseaux de clientèles.

²⁰ *Ibid*, p. 151.

²¹ *Ibid*, pp. 148-159.

²² Francisco Leal Butrago, "Colombia: un bipartidismo en crisis", En Meyer y Reyna (comp.), *Los sistemas políticos en América Latina*, Mexico: Siglo XXI Editores, 1989, p. 238.

²³ Arias, *Supra* note 3.

²⁴ Frank Safford, "política, ideología y sociedad", In Bethell, Leslie, *Historia de América Latina: América Latina independiente 1820-1870*, Barcelona: Ediciones Crítica, 1987, p. 44.

²⁵ Kalmanovitz, *Supra* note 16, p. 219.

Dans une optique plus économique, en premier lieu il est nécessaire de faire quelques clarifications au sujet du libéralisme économique promu par les classes dominantes de l'époque. Il s'agissait de promouvoir les exportations et l'arrivée des capitaux, mais jamais de modifier les relations de productions (basées sur l'assujettissement extra-économique) pour tendre vers une meilleure productivité. Ainsi, le projet poussera à la construction d'infrastructures (les premiers chemins de fer) qui permettront l'acheminement des produits vers l'extérieur, mais d'autre part, cette ouverture des frontières amènera à la désintégration économique interne, puisqu'on ne visait pas la véritable consolidation d'un marché national. Enfin, le désamortissement des terres de l'Église intéressait une fraction des classes dominantes non seulement pour le profit que cela pouvait engendrer (elles ne représenteraient que 1.5% des terres du pays selon Kalmanovitz), mais parce que ces terres étaient louées aux propriétaires terriens pour financer l'Église et que cette dernière utilisait ces moyens financiers pour soutenir le seul système de crédit à l'époque, ce qui constituait un pouvoir supplémentaire qu'avait cette institution sur les classes dominantes²⁶. D'un autre côté, le fait que la domination idéologique d'une grande partie des *terratenientes* soit assurée par le clergé nous laisse présager comment la réduction du pouvoir de l'Église dans la vie civile et économique pouvait amener de mauvaises conséquences pour les classes dominantes. De cette tension entre le besoin d'émancipation économique et la nécessité de la domination idéologique il est possible de comprendre comment les *terratenientes* conservateurs aidés de Rafael Nuñez allaient reprendre le pouvoir avec la ferme intention de renouer avec les principes catholiques.

La Régénération

Le régime politique et économique mis en place par les libéraux s'essoufflera par ses propres contradictions et insuffisances. Le fédéralisme à outrance amènera un affaiblissement de l'autorité politique à des niveaux tels que la corruption et l'opportunisme régnaient et engendraient la crise économique des autorités régionales. Une baisse des exportations de tabac, ainsi qu'un système de crédit privé non avantageux ne feront qu'ajouter aux croissantes difficultés qui confrontaient le projet exportateur libéral. Enfin, l'anti-cléricalisme n'aidait pas le régime libéral de par les tensions qu'il générait. Ainsi, en 1880 le manque de légitimité du modèle était tel que les conditions étaient en place pour un retour des conservateurs au pouvoir. La régénération constitue un projet d'unification nationale confessionnel, centraliste et protectionniste, cela en gardant certains éléments du modèle économique libéral, comme l'emphase sur la promotion des exportations. Je vais commencer par décrire les événements qui touchent cette période, avant de continuer avec certaines caractéristiques politiques et économiques.

²⁶ *Ibid*, pp. 107-109.

Rafael Nuñez représentait une faction indépendante du Parti Libéral qui prônait une régénération administrative des institutions nationales. Suite à un premier mandat (1880-1882) où il n'aura pu mettre en branle ses réformes à cause des structures confédérales, il réussira à reprendre le pouvoir en 1884 avec l'appui des conservateurs, son programme rejoignant une bonne partie de leurs préoccupations et intérêts. L'entrée au pouvoir de cette coalition fera que les libéraux enclencheront une guerre civile infructueuse, cette victoire donnant l'opportunité à Nuñez d'imposer la Constitution de 1886. Véritable retour du balancier, cette dernière limitait énormément les libertés civiles avec des mesures comme la prévention des abus de la presse et l'arrêt, l'assignation ou l'exil des personnes « menaçant la paix publique ». La place de l'Église dans la société sera consacrée dans la Constitution, et on lui livrera l'éducation. On restreindra le suffrage, et les gouverneurs ainsi que les maires seront nommés par le gouvernement. Au niveau plus institutionnel, la Constitution mettra en place un régime présidentiel avec un terme de six ans qui permettra au président de gouverner par décret quand il proclame l'état de siège. Enfin, chose importante pour la véritable formation d'un État, les armées régionales seront dissoutes et remplacées une armée nationale. Les libéraux finiront par être pratiquement exclus du pouvoir, ce qui ne leur laissera encore une fois que la possibilité du soulèvement armé, comme c'en a été le cas tout au long de l'histoire colombienne. Après un premier essai infructueux en 1895, les libéraux profiteront des divisions au sein du Parti Conservateur et d'une crise économique provoquée par la baisse des prix internationaux du café pour tenter un nouveau soulèvement en 1899. Les conservateurs remporteront la Guerre des Mille Jours grâce à une armée nationale professionnelle, et pour les quarante-cinq prochaines années les colombiens n'auront pas recours à la violence à grande échelle pour régler leurs différents politiques.²⁷ Nonobstant cela, au niveau local la violence restera jusqu'à aujourd'hui un mécanisme d'interaction sociale.²⁸

Il est pertinent de traiter du régime politique instauré en 1886, puisque celui-ci cimentera l'ordre institutionnel étatique pour un siècle. À la lumière de ce qui a été avancé sur la culture politique typique d'une société traditionnelle, la restriction du suffrage à un système basé sur des élections indirectes où l'électeur doit être propriétaire et alphabète devrait confirmer la persistance de cette mentalité qui postule : « ...que le peuple élise les meilleurs, c'est-à-dire les élites, est un fait naturel »²⁹. D'un autre côté, non seulement la désignation directe des maires et gouverneurs contribue au caractère autocrate et centraliste de ce régime, mais permet aussi d'entrevoir comment le clientélisme pourra se perpétuer quand les postes publics seront sujets aux faveurs accordées par le pouvoir aux clientèles. Pour ce qui est de l'Église, malgré le fait qu'elle

²⁷ Minaudier, *Supra* note 22, pp. 151-154, 181-196.

²⁸ Arias, *Supra* note 3.

²⁹ Guerra, *Supra* note 13, p. 52.

ne récupérera pas tous les biens perdus lors du désamortissement, la Régénération réassurera sa domination idéologique sur la société.

La Régénération ne mettait pas en cause la volonté exportatrice qui faisait un consensus dans les classes dominantes, il s'agissait plus exactement de la mise en place d'institutions qui allaient centraliser les décisions économiques et mettre en place des mécanismes de régulation qui ne doivent pas nécessairement être définis comme interventionnistes. En effet :

On mettra l'emphase sur un équilibre de la balance des paiements avec une dose de protectionnisme, sur un système de crédit accessible et étatique, le renforcement du pouvoir étatique, l'abolition des obstacles internes au commerce qui surgirent dans chaque État [ou région]³⁰.

En ce sens, le projet exportateur trouvait un support dans des mesures plus rationnelles si elles sont comparées avec le laissez-faire peu efficace du régime libéral, par exemple par un système de crédits aux producteurs exportateurs. Enfin, ce centralisme viendra asseoir les bases institutionnelles et légales pour la création d'un marché national, si nécessaires au développement du système économique capitaliste qui émergera au XX^{ième} siècle par le secteur agro-exportateur centré sur la culture du café.

Sur une note plus méthodologique, à l'instar de Minaudier il aurait été possible d'aborder la Régénération comme une étape se continuant jusqu'en 1930 étant donné la continuité du régime politique et du modèle économique, j'ai néanmoins décidé de présenter dans cette section les grandes lignes du projet, ce qui me permet de tirer quelques conclusions sur le XIX^{ième} siècle, avant de reprendre avec l'industrialisation colombienne dans le XX^{ième} siècle.

Conclusion et remarques sur le siècle de la féodalisation latinoaméricaine

J'ai commencé par présenter des traits qui je crois constituent des structures importantes dans l'histoire colombienne, c'est-à-dire la culture politique correspondant à une société traditionnelle, ainsi que les modes de production de la grande hacienda – importante tant au niveau économique qu'au niveau politique- et de la petite production parcellaire. A suivi le régime libéral qui a marqué la naissance du bipartisme. Ce dernier consistait en un confédéralisme, un gouvernement qui tentait de se départir de la main mise de l'Église dans la société, et un modèle économique visant l'impulsion des exportations cela sans changer les relations de production. Le projet de la Régénération

³⁰ Kalmanovitz, *Supra* note 16, pp. 219-220.

consistait en un projet d'unification nationale par la voie réactionnaire. L'Église reprenait sa place comme socle idéologique de la domination des *terratenientes*, les institutions étatiques mises en place ramenaient un gouvernement fort et autoritaire, et des mesures économiques permettront de créer un marché national et relancer le projet exportateur.

Pour conclure sur le XIX^{ième} siècle, je dois me référer à Kalmanovitz pour traiter de la caractérisation socio-économique de la Colombie dans cette période, ce en assumant la nature parfois déterministe de ses analyses. Aussi ardue à étayer que ne le semble l'assertion, la Colombie se trouvait dans une étape pré-capitaliste. Il convient de rappeler au lecteur que de 1825 à 1875, 85% de la population colombienne vivait en campagne³¹ et la majorité dans une sujétion au *terrateniente*, ce qui permet de comprendre le pouvoir et le consensus que les *terrateniente* pouvaient atteindre pour la conservation des relations de production. La création d'un marché national et l'accès au commerce international ne pouvaient se concrétiser quand la campagne absorbait la majorité de sa propre production. En ce sens, la sujétion du paysan empêche le développement des forces productives et la création d'un marché de la main-d'œuvre, cette dernière n'étant pas individualisée. L'industrialisation, autre prémisses du capitalisme, n'est pas encouragée : jusqu'en 1923 on ne compte pas de banque centrale digne de ce nom, de système de crédit qui fomentent l'investissement, ni de main-d'œuvre formée. Enfin, avant l'arrivée du général Reyes à la présidence en 1904, il n'existera pas de classe bourgeoise intéressée à l'accumulation mécanisée et à la production de plus-value.

Puisque cette note porte sur l'histoire du système politique et de la représentation en Colombie, il est pertinent de reformuler les affirmations faites dans cette section. Malgré les différences notées des projets dits libéraux ou conservateurs, il semblerait difficile de tracer une ligne de différenciation idéologique entre les deux partis mis à part la question de la place de l'Église dans la société. Il est possible d'avancer que les projets politiques convergeaient en majorité vers le maintien des formes de travail dans la campagne, la concentration de la propriété privée, et l'accès restreint à la fonction politique. En fait, je pencherai vers l'expression qu'utilise Francisco Leal Butrago à propos du système bipartisan : « une forme de fédération de partis libéraux et conservateurs régionaux »³². Dans le même ordre d'idée, le terme parti pourrait s'avérer équivoque et il pourrait être plus juste de traiter de ces groupes comme des factions qui dérivent leurs orientations des tendances régionales qui dominent à chaque conjoncture analysée.

³¹ *Ibid*, p. 96.

³² Leal Butrago, *Supra* note 26, p. 239.

XX^{IÈME} SIÈCLE : DÉVELOPPEMENT, RÉACTION, ET RADICALISATION

L'étude du cas colombien devient de plus en plus complexe avec l'avancée du XX^{ième} siècle. En effet, l'histoire politique de cette société s'éloigne de celle des autres cas latinoaméricains à partir des années quarante, puisque les classes dominantes liées au Parti Conservateur refusent non seulement toute réforme qui permettrait une redistribution du revenu national, mais aussi l'entrée sur la scène politique formelle de ce qu'il est convenu d'appeler le *pueblo* (le peuple) : cette communauté dans la nation qui regroupe les moins favorisés³³. La réaction des éléments rétrogrades dans la société suivra les mêmes mécanismes d'interaction politique violente qu'au XIX^{ième} siècle, cette fois avec plus d'intensité étant donné certains facteurs que je pourrais décrire comme l'adscriptio sectaro-religieuse aux partis, les luttes pour la terre par les ligues paysannes, et la peur du mouvement démocratique-populaire, qui réduisait la mobilisation des masses pour une ouverture du système à une simple lutte contre le communisme. En effet, le lecteur informé des dynamiques sociales du XIX^{ième} siècle comprendra comment les mentalités sont toujours basées sur le modèle de la société traditionnelle, comme l'illustre la relation propriétaire-locataire. Ainsi, la tendance à la coalition des deux partis pour assurer la stabilité de l'ordre politique couplée à la radicalisation de classes dominées de plus en plus conscientes de leur statut encouragera l'exacerbation de la violence comme mécanisme d'interaction politique.

Je commencerai par traiter de la période de l'hégémonie conservatrice (1902-1930), quand le développement du secteur agro-exportateur achèvera la consolidation d'une économie capitaliste. Ensuite, j'aborderai la période des tentatives de réformes libérales (1930-1946), ces dernières pouvant ressembler aux programmes politiques de modernisation de l'État d'autres pays latinoaméricains. Suivra la période de la Violence (1945-1964), où les conservateurs réussiront à reprendre le pouvoir par la répression du mouvement démocratique-populaire, enclenchant une guerre civile qui sévit jusqu'à nos jours sous la forme d'un conflit de basse intensité³⁴. Viendra ensuite une autre coalition, le front national (1958-1974), qui permettra d'atteindre une stabilité politique et rendra impossible l'entrée d'une tendance politique qui soit extérieure au bipartisme. Enfin, j'aborderai en une même section la période que j'appelle celle de la violence endémique, du paramilitarisme et du narcotrafic (1974-1989). La première expression représentant l'accumulation depuis le début du siècle du manque de réformisme social et de la

³³ O'Donnell, *Supra* note 8, p. 18.

³⁴ Je me permet de définir ici la situation de conflit de basse intensité, mais je ne peux défendre cette qualification sinon que je l'utilise à défaut de trouver une dénomination plus adéquate. Dépendamment la perspective du sujet, d'autres termes pourraient être plus exacts : guerre civile, guerre, guerre de libération nationale, ou terrorisme.

délégitimation de l'État par manque de représentation, et les deux dernières constituant des phénomènes qui influenceront sur les modes de représentation politique.

L'Hégémonie conservatrice

En termes de régime politique, dans cette période on continue avec le modèle mis sur pied en 1886 avec la Régénération. Le trait le plus important de cette période, pour reprendre les mots de Medófilo Medina, est qu'il existait : « une notable asymétrie : les dossiers politiques ne reflétaient pas les tendances du développement économique et social. Politique et société semblaient deux sphères qui répondaient à des centres de gravité différents. »³⁵ En effet, le début d'industrialisation poussé par le développement du secteur agro-exportateur amènera de profonds changements dans la composition de la population, et provoquera ainsi l'émergence de nouveaux groupes et de nouvelles relations sociales. Transformées par cette dynamique, certaines fractions des classes dominées se conscientiseront et commenceront à lutter pour une certaine redistribution du revenu national. Je commencerai par décrire quelques événements qui toucheront le développement historique du système politique colombien, pour continuer avec la description de la formation d'une économie nationale capitaliste, quelques observations sur les formes que prend l'impérialisme américain, et enfin l'organisation des classes dominées en groupes qui commencent à transmettre des demandes à l'État.

Après la victoire du gouvernement qui aura coûté 100.000 morts aux deux parties ainsi que la sécession de Panama provoquée par l'impérialisme américain, le Général Reyes constituera un cabinet qui laissera le tiers des postes publics aux libéraux et mettra en place une politique économique qui encouragera le développement économique par l'assainissement des finances publiques, la fixation de la valeur du peso sur le dollar, la création d'une banque centrale qui n'émettait pas de monnaie, et l'industrialisation par l'augmentation des tarifs douaniers à l'importation des produits finis.³⁶ Malgré son ouverture à la participation du libéralisme, Reyes rassemblera un parlement de députés soumis et réformera la Constitution pour établir une semi-dictature qui instaurait un terme de dix ans et mettait fin à l'inamovibilité des magistrats. L'opposition deviendra trop forte et provoquera sa chute quand il négociera un accord désavantageux pour la Colombie dans le dossier de la sécession de Panama. Les conservateurs reviendront au pouvoir et annuleront les réformes de Reyes, restaureront la Constitution de 1886 et y ajouteront des dispositions qui rendront le président plus responsable de ses actes. Enfin, une loi de 1910 viendra consolider la tendance clientéliste et strictement bipartisane du système : on devait laisser à l'opposition un certain nombre de postes publics, ce qui obligeait aux mouvements d'opposition de

³⁵ Medófilo Medina, *El siglo XX Colombiano : las alternativas de la paz y de la guerra*, In Alcántara Saez et Ibeas Miguel, *Op. cit.* p. 26.

³⁶ Kalmanovitz, *Supra* note 16, pp. 247-249.

s'intégrer à un des partis et politisait l'attribution de postes publics. Noter qu'en 1926, frustrés de la fraude massive des élections de 1922, les libéraux s'abstiendront de présenter un candidat à la présidence. Malgré cela, ils gagneront les élections de 1930 grâce à une division au sein du Parti Conservateur.

Au niveau économique, la constitution d'un système économique capitaliste doit être analysée. Celle-ci surgira de la région la mieux disposée à son développement, Antioquia, puisqu'on y comptait depuis le XVIII^{ième} siècle des relations et processus de production distincts à ceux qui existaient dans le reste du pays. Comme je l'ai fait remarquer plus haut³⁷, dans la région d'Antioquia l'économie basée sur la petite production parcellaire fournissait les incitatifs nécessaires à l'incrément de la production, entre autres la rationalisation des processus et la diversification des activités. À la base de cette économie seraient les immigrants espagnols pauvres du XVII^{ième} siècle, moins faciles à soumettre que les métisses. Ces colons, actifs dans l'agriculture et l'exploitation minière indépendante fomentèrent la création d'un marché qui aura pour conséquence que dès le XVIII^{ième} siècle le commerçant avait autant d'influence politique au niveau régional que le *terrateniente*.³⁸ C'est au XIX^{ième} siècle que la culture du café dans cette région deviendra le vecteur du développement d'une économie capitaliste. Bien que les premières cultures de café viendront en 1840 dans la région de Santander et seront basées sur le modèle d'exploitation de la hacienda, c'est en 1880 que la culture de café basée sur l'économie parcellaire verra le jour, pour qu'en 1913 les cultures de la région d'Antioquia et Caldas représentent 40% de la production exportable, et atteignent 60% en 1932. L'expansion de ce secteur poussera la Colombie en 1920 au deuxième rang des exportateurs mondiaux, mais plus important encore elle amènera l'industrialisation de la Colombie. En effet, la croissance de ce secteur aura pour conséquence l'agrandissement des limites du territoire agricole, le développement des voies de communication comme le chemin de fer, la formation d'un capital import-export, l'urbanisation, la formation de la manufacture semi et dans certains cas complètement mécanisée, la spécialisation du travail et la formation d'un petit prolétariat féminin (avec la conséquente intensification de l'exploitation de la main-d'œuvre que cela suppose). Le développement économique de ces régions aura un effet d'entraînement sur le reste du pays, entre autres la formation d'un capital industriel, le renforcement de Bogota comme la capitale financière du pays, le développement de la côte étant donné l'activité portuaire et l'intégration des réseaux ferroviaires par le gouvernement dans les années vingt.³⁹

Il est nécessaire de souligner un autre moment de l'économie colombienne, celui-là partant de la soumission claire du gouvernement aux intérêts états-unis. En effet, cachés derrière le bâton de Théodore Roosevelt les compagnies américaines

³⁷ *Infra* p. 5.

³⁸ Kalmanovitz, *Supra* note 16, p. 69.

³⁹ *Ibid*, pp. 177-193; Minaudier, *Supra* note 22, pp. 193-203.

constituaient des économies d'enclave où elles déterminaient les conditions d'exploitation des ressources naturelles et humaines grâce à leurs armées d'avocats et leurs influences au niveau local et national. Les compagnies s'approprièrent l'exploitation de la banane et du pétrole, tout en contrôlant entre 40 et 50% de la commercialisation nationale (après la faillite de la banque Lopez en 1923) et internationale du café.⁴⁰

L'émergence d'un système économique capitaliste amènera un changement dans les groupes sociaux qui tentent de trouver une représentation dans le système politique. Il serait possible d'avancer que certains secteurs économiques seront rapidement représentés, mais que les nouveaux groupes des classes dominées devront avoir recours à ce que Guerra appelle la représentation supplétive qui se matérialise en une action réelle et symbolique, c'est-à-dire les soulèvements, agitations, manifestations, révoltes, etc...⁴¹ En effet, il est possible de comprendre comment des groupes aussi importants que les agro-exportateurs, devenus plus influents politiquement que les *terratenientes*, mettront en marche conjointement avec le gouvernement d'importants projets d'infrastructure⁴². D'un autre côté, les classes dominées (les indigènes les paysans, les artisans, les ouvriers) seront influencées par les mouvements internationalisés comme l'anarchisme, le bolchevisme et l'agrarisme mexicain⁴³, et commenceront les grèves et manifestations dès 1910. C'est dans cette période que se fonde le Parti Révolutionnaire Socialiste (PSR, 1926) qui précèdera la fondation du Parti Communiste (PCC, 1930) et que se forme le mouvement Quintin Lame dans le Cauca, un mouvement indigène qui s'opposait à l'avancée des *terratenientes* sur les territoires collectifs. À cette franche de la société qui demandait des concessions s'opposera un « ...Etat qui ne négocie pas avec ses citoyens, sinon qu'il les mitraille. »⁴⁴ L'exemple classique repris par Gabriel García Marquez dans « Cent Ans de Solitude » est celui de la répression de la grève contre la United Fruit dans la Zone Bananière qui laissera des centaines de morts. Il serait possible d'avancer que ce dernier événement combiné à la répression généralisée contribuera à la fin de l'hégémonie conservatrice.

Les tentatives de réformes libérales

Les réformes libérales reflètent le besoin d'équiper l'ordre politique aux développements socio-économiques tout en continuant la modernisation capitaliste. Comme dans le reste de l'Amérique Latine, c'est dans cette période que le *Pueblo* entre vraiment dans la scène politique. Effectivement, comme l'avance Guillermo O'Donnell :

⁴⁰ Kalmanovitz, *Ibid*, pp. 250-259.

⁴¹ Guerra, *Supra* note 13, pp. 65-66

⁴² Kalmanovitz, *Supra* note 16, p. 193.

⁴³ Medina, *Supra* note 39, p. 25.

⁴⁴ Kalmanovitz, *Supra* note 16, p. 261.

Tôt ou tard – et non seulement par ce qu'on appelle les populismes – divers secteurs exclus de toute participation (sauf comme éléments subordonnés dans des systèmes clientélistes) surgirent comme *pueblo*⁴⁵. Cela impliquait se faire reconnaître comme membres de la nation par des demandes de justice sustentive présentées non comme classe mais comme pauvres, comme déplacés qui, de plus, représentaient ce qu'il y avait de plus national. [...] Leur émergence faisait partie et était conséquence d'une alliance qui proposait comme adversaires les capes les plus attardées des classes dominantes (l'oligarchie dans ses diverses variantes) et des segments du capital transnational liés à l'exportation des produits primaires.⁴⁶

Au niveau national, ces mouvements seront captés par le gouvernement de Alfonso López Pumajero et viendront légitimer les réformes de la Révolution en Marche, pour ensuite se sustenter dans le gaitanisme. C'est dans cette période que, selon moi, l'histoire colombienne s'éloigne des autres cas latinoaméricains et commence à développer des dynamiques propres, à l'instar des « cycles de la violence »⁴⁷. Je commencerai par décrire sommairement les administrations libérales qui se succéderont au pouvoir, avant de continuer avec une note sur l'interventionnisme économique colombien, une description de la réforme agraire et de son contexte, et enfin une analyse de la conjoncture politique qui amènera au phénomène de La Violence.

L'administration Olaya Herrera marque la fin de quarante-cinq années de domination conservatrice, elle initiera quelques réformes au niveau des relations de travail, mais sera aussi occupée par les séquelles de la grande crise mondiale. Son gouvernement mettra en branle des mesures pour tenter de la confronter tout en sauvant les intérêts des agro-exportateurs⁴⁸. Cette administration continuera avec l'institutionnalisation des conflits de travail en promulguant des mesures qui permettaient l'arrêt de travail mais empêchaient le militantisme politique. Plus important, c'est avec le gouvernement de López Pumajero (1934-1938) et sa brève Révolution en Marche que se marqueront les plus grandes avancées pour les classes dominées. On comptera dans ses réformes une loi qui esquissait une réforme agraire, une réforme électorale qui réduisait les possibilités de fraude, la laïcisation de l'éducation, et une réforme fiscale qui recoupait dans les revenus des classes dominantes et permettra de tripler les revenus fiscaux en 1936. Face à cette série de réformes la pression des conservateurs, des *terratenientes*, et du secteur du café (la réforme fiscale touchait à leurs revenus) sera importante et le gouvernement y cédera en décrétant une

⁴⁵ Voir la définition de *pueblo*, *Infra* p. 13.

⁴⁶ O'Donnell, *Supra* note 8, pp. 22-23.

⁴⁷ Javier Giraldo, *Guerra o Democracia*, Bogota : Fundacion para la investigacion y la cultura, 2003, pp. 59-74.

⁴⁸ Tout au long de son histoire économique le gouvernement utilisera la dévaluation pour tenter de protéger les profits du secteur du café, ce malgré les effets inflationnaires de la mesure. La plus importante mesure économique sera la sortie du patron étalon or et la conséquente augmentation du contrôle sur le marché des changes.

« pause » dans les réformes. Les agro-exportateurs pourront ainsi s'entendre avec la nouvelle bourgeoisie industrielle pour faire front commun. L'administration de Eduardo Santos (38-42) ne fera que continuer les effets de la pause avant que López Pumajero ne revienne, mais comme « réformateur réformé »⁴⁹. En effet, ce dernier était pris entre d'un côté des classes dominantes de nouveau unifiées et un mouvement démocratico-populaire qui le poussait à continuer dans le sens des réformes de la Révolution en Marche. De ce fait, López Pumajero limitera le droit à la grève et les pouvoirs de négociation des syndicats par diverses mesures. Enfin, face à une scène politique qui se polarisait depuis le début des réformes, le congrès acceptera la seconde démission présentée par le président et on mettra en place un gouvernement dirigé par Alberto Lleras Camargo qui comptera une participation conservatrice.⁵⁰

Au niveau économique, il faudrait en premier lieu traiter des effets de la grande crise de 1930 et de la seconde guerre mondiale avant de continuer avec la réforme agraire manquée de la Révolution en Marche. Il appert qu'une tendance générale sera la baisse des importations de biens intermédiaires et ainsi des moyens de production. D'un autre côté, on note une diminution du crédit externe. Selon Kalmanovitz, la crise permet de comprendre comment ce n'est pas une politique volontaire de substitution des importations qui amène l'interventionnisme et l'industrialisation nationale. Au contraire, la conjoncture internationale forcera l'économie nationale à compenser le manque de biens intermédiaires⁵¹. Cette compensation, combinée à une restriction du crédit international forcera effectivement le gouvernement vers une tangente interventionniste qui durera jusqu'à la culture économique néo-libérale des années soixante-dix.

Les réformes de la Révolution en Marche comptaient une réforme agraire qui, bien que favorisant les *terratenientes*, constituera un des principaux motifs de répression de la réaction. Je crois qu'il a été présenté clairement comment au XIX^{ième} siècle les *terratenientes* avaient une influence politique au niveau national et dominaient la scène locale exception faite du cas d'Antioquia. En ce sens, il est possible de comprendre de quelle façon avait été géré le problème de la terre au XIX^{ième} siècle, entre autres par des adjudications de terres étatiques qui bénéficiaient aux grands propriétaires, aux militaires et aux entreprises privées, laissant environ 0.05% des adjudications aux colons⁵², ces derniers devant aller occuper les terres éloignées et de moindre qualité qui échappaient au contrôle étatique et au pouvoir *terrateniente*. Suite aux développements socio-économiques du début du XX^{ième} siècle qui amèneront une recomposition des classes dominées et une perte d'importance de la grande hacienda, le fait que cette dernière entraîne une basse productivité et empêche la mobilité de la terre et de la main-d'œuvre amènera une pression du gouvernement pour une évolution de ce mode de

⁴⁹ Medina, *Supra* note 39, p. 29.

⁵⁰ Kalmanovitz, *Supra* note 16, pp. 369-373

⁵¹ *Ibid*, pp. 293-297.

⁵² Adjudications notées jusqu'en 1881 - *Ibid*, p. 115.

production. Ainsi, dès 1926 une loi obligeait aux *terratenientes* de prouver historiquement leurs titres. De cette conjoncture historique viendra la loi 200 de 1936. Cette dernière exigeait des propriétaires qu'ils rendent leurs exploitations salariées, empêchera les droits de rentes de travail pour le locataire ou les locations de terres. Dans un autre sens, même avant la loi de 1944 qui allait rétrocéder les avancées faites il est possible de noter la faiblesse de cette réforme. La loi privilégiait la transformation du mode de production de la hacienda et ne visait ainsi pas le développement rural par la petite et moyenne propriété, qui elles avaient prouvées leur productivité. De plus, étant donné le pouvoir local des *terratenientes* les effets de cette loi ne se concrétiseront pas, ou dans un autre cas les propriétaires la contourneront en devenant producteurs bovins, un mode de production qui avantageait l'exploitation extensive (et non intensive) sans grand besoin de main-d'œuvre. Malgré ces faiblesses, Kalmanovitz note que l'effet de l'ensemble des dispositions adoptées sera que la taille des latifundios diminuera drastiquement après 1925 (peut-être par la division entre les membres de la familles ou par la simple vente), probablement étant donné la peur qu'inspirait un gouvernement qui s'inclinait vers la politique de masses, mais aussi et surtout par le développement capitaliste du pays.⁵³ En effet, dès 1945 les grands propriétaires terriens commenceront à louer leurs terres à des entrepreneurs qui exploitaient la terre avec des processus de production mécanisés.

Plus politiquement, il est certain que ces réformes ne faisaient que donner plus d'espoir aux masses qui, comme l'avance O'Donnell, effectuaient des demandes de justice sustentive. En effet, la batterie de réformes promulguées par López Pumajero ne répondait pas qu'à un impératif de modernisation de la société, mais suivait aussi la nécessité de canaliser les demandes d'un sujet politique qui allait appuyer le Parti Libéral dans les urnes. La réforme agraire allait répondre en partie à l'insatisfaction des paysans, et la cédulation de l'électorat donnait l'impression au peuple qu'il participait maintenant au processus politique. Chose aussi importante sera la création de Confédération des Travailleurs de Colombie, la CTC, une centrale unique qui allait concentrer la représentation des syndicats, l'appui des libéraux et des communistes ne faisant que renforcer son importante capacité de mobilisation. Cette centrale des travailleurs unifiée avec une fraction réformatrice-bourgeoise formera un « front populaire » qui appuiera sans condition le gouvernement López Pumajero.⁵⁴ Depuis la « pause » décrétée par ce dernier et suite à sa démission en 1945, le mouvement démocratico-populaire se tournera vers le leader charismatique qu'était Jorge Eliécer Gaitán. Candidat aux élections de 1950, il serait possible de qualifier son programme de populiste, bien que son assassinat le 9 avril 1948 ne risque de réduire les analyses à conjecturer sur ce qu'aurait été un gouvernement gaitaniste.

⁵³ *Ibid*, pp. 341-353.

⁵⁴ *Idem*.

Les réformes de la Révolution en Marche auraient eu pour objectif la modernisation de l'État selon les mêmes paramètres que les réformes des partis radicaux du cône sud au début du XX^{ième} Siècle⁵⁵. Elles devaient permettre à l'État de canaliser les conflits sociaux causés par le développement économique, celui-là étant technicisé, centralisé et ainsi fortifié. Plus important, le gouvernement aurait dû gagner une autonomie par rapport à la société civile et aux secteurs économiques, le fait étant qu'une fois terminée la période des réformes libérales l'État était modernisé mais restait une projection des capes dominantes de la société : les *terratenientes*, les agro-exportateurs, le capital banquier et commercial ainsi que le capital industriel.

La Violence

Il semblerait impossible de fournir une explication intégrale du phénomène de La Violence comme sa compréhension nécessite une approche qui touche entre autres à tous les niveaux d'analyse (local, régional, national), à presque toutes les dimensions de la vie sociale (politique, culturelle, économique, etc.), ce sans compter les antécédents historiques. Dans le même sens, il semblerait que l'analyse de cette période soit aussi complexe que la période contemporaine, depuis que le narcotrafic et la paramilitarisation de la vie civile ont ajouté des dynamiques au scénario de conflit interne de basse intensité. Je vais commencer par présenter la trame factuelle de la période de La Violence, avant de continuer avec un portrait général de La Violence en me permettant d'utiliser un cadre proposé par Medina à cette fin⁵⁶. Ce cadre rejoindrait une certaine unanimité des analystes sur le fait que cette situation ne se réduit pas à une violence inter-partisane⁵⁷. Le cadre de Medina comportera cinq points : le bipartisme, la concentration de la terre, une nouvelle étape d'accumulation, la guerre froide, et l'unanimité religieuse.

Suite à la démission de López Pumajero et la formation de l'administration bipartisane de Lleras Camargo, le libéralisme se divisera entre Gaitán et le candidat officiel Gabriel Turbay ce qui permettra à Mariano Ospina Pérez⁵⁸ de remporter les élections présidentielles de 1946. La répression se fera si forte qu'en 1947 on comptera

⁵⁵ Arias, *Supra* note 3; aussi le cours : Alcides Rodriguez, *Historia de las ideas y de los procesos politicos argentinos*, Universidad del Salvador, Buenos Aires, automne 2005. – il est possible de citer en exemple la loi argentine de *Saenz-Peña* qui en 1911 permettra de mettre fin à la domination des oligarchies. Vient aussi l'idée du début du siècle au Brésil stipulant qu'il était mieux de faire la révolution avant que le peuple la fasse.

⁵⁶ Medina, *Supra* note 39, p. 30.

⁵⁷ Ladrón de Guevara et Botero Jaramillo semblent rejoindre l'analyse de Medina à ce sujet quand ils citent Paul Oquist - *Supra* note 20.

⁵⁸ Ancien président de la *Federación de Nacional de Cafeteros*, cette dernière avait remplacé la SAC comme représentante du secteur du café.

pas moins de 13.968 morts⁵⁹, cette violence entraînera l'abstention du libéralisme aux élections de 1950 et la présidence de Laureano Gómez. Ce dernier était un caudillo ultra-catholique qui avait des sympathies envers les pays de l'Axe dans les années vingt, il contribuera à la sectarisation du conflit, à la polarisation de la scène politique, et fera passer à 30% le pourcentage du budget gouvernemental dédié à la répression⁶⁰. Libéral dans le domaine économique, il continuera la répression et la division du mouvement syndical, commencé en 1946 avec la création d'un syndicat contrôlé par le patronat, la UTC, et la perte du monopole de représentation nationale de la CTC. Son projet de réforme constitutionnelle qui visait l'établissement d'un régime franquiste⁶¹ entraînera un coup militaire appuyé par la faction ospiniste du conservatisme et par le libéralisme. La dictature du général Gustavo Rojas Pinilla visait une certaine récupération de l'ordre public, mais tombera quand se dernier tentera de se rendre indépendant du conservatisme par sa tentative de tourner le régime vers une forme plus populiste, entre autres par la création d'une nouvelle centrale syndicale d'orientation peroniste, la CNT.⁶² Cette tentative de Rojas Pinilla poussera le bipartisme à se reformer en une nouvelle coalition, le Front National, que j'aborderai dans la prochaine section. Maintenant, avec cette énumération (trop) rapide des éléments qui composeront l'histoire événementielle de la période de La Violence, il pourrait être possible de présenter le cadre de Medina.

Le Bipartisme. Il a été possible de comprendre comment l'irruption des masses sur la scène politique et le lopisme toucheront aux intérêts des classes dominantes, le gaitanisme avec sa tangente clairement anti-oligarchique venant exacerber les craintes et la polarisation. Comme je l'ai déjà avancé⁶³ la situation aurait pu être semblable à celle des pays du cône sud au début du XX^{ième} siècle, quand on préférera canaliser les conflits sociaux à l'intérieur de l'État au lieu de réprimer le mouvement démocratique. Mais il semblerait que les classes dominantes colombiennes avaient et ont un profil qui diffère de celui des autres pays latinoaméricains. Medina apporte un éclairage intéressant à ce sujet quand il avance que les conduites typiques de la hacienda se transféreront à la scène politique, ces conduites étant basées sur le modèle de la relation asymétrique entre patrons et travailleurs, une relation vue comme naturelle. Ce transfert à la réalité des partis ferait place au caudillisme, aux relations adscriptives, clientélistes et sectaires⁶⁴. Dans ce sens, l'utilisation de la répression comme moyen politique restera une continuité qui s'observe dans les pratiques coloniales mais tout autant dans la période actuelle.

⁵⁹ Medina, *Supra* note 39, p. 30. - ce qui fait que Medina délimite le début de la période de La Violence en 1945, et non en 1948, quand l'assassinat de Gaitán provoquera le *Bogotazo* et une exacerbation de la violence.

⁶⁰ Kalmanovitz, *Supra* note 16, p. 403.

⁶¹ Leal Butrago, *Supra* note 26, p. 244.

⁶² Kalmanovitz, *Supra* note 16, p. 412.

⁶³ *Supra* p. 19.

⁶⁴ Medina, *Supra* note 39, p. 31.

Le problème de la *Concentration de la terre* a été abordé dans les deux dernières sections. En effet, depuis le début du XX^{ième} siècle les transformations socio-économiques comme les travaux publics, les emplois dans les transports, ou les travaux salariés dans le secteur du café libéreront graduellement un nombre important de paysans locataires de la sujétion. En ce sens, le monopole de la terre deviendra de plus en plus patent, mais mis à part les mesures incomplètes et non appliquées de réforme, la démocratisation de la terre ne concrétisera pas. Ainsi, il serait possible de noter que les ligues paysannes, encouragées par le gaitanisme et le parti communiste, encourageront l'occupation des terres non exploitées. La répression passera donc par la réaction des *terratenientes*.

La *nouvelle étape d'accumulation* correspond aux taux de croissance très élevés enregistrés pendant la période de La Violence combinée à la répression du syndicalisme. En effet, il est possible de noter qu'à partir de 1945 s'intensifieront l'investissement étranger et le développement technologique des industries, impulsés par une politique industrialisatrice et protectionniste de l'administration Ospina Pérez. Malgré son libéralisme commercial, le laurénisme promouera d'importants travaux publics, tandis que Rojas Pinilla instituera une redistribution des profits cafetiers visant l'industrialisation. D'un autre côté, cet essor industrialisateur sera combiné à la répression du syndicalisme, en ce sens la moindre participation de la masse salariale dans les profits ne fera que contribuer à cette expansion.

Finalement, *la guerre froide et l'unanimité religieuse* rejoignent la même problématique de polarisation qui sera impulsée par des conservateurs comme Gómez. Le scénario de la guerre froide permettra au laurénisme de confondre libéralisme et communisme, et de réprimer les syndicats qui n'étaient pas clairement proaméricains. L'unanimité religieuse renvoie à la perte de pouvoir de l'Église pendant les réformes libérales, les conservateurs exploiteront ce thème pour pourchasser les libéraux, les communistes et la petite communauté protestante. En ce sens, la complexité idéologique de ce thème confirme la nécessité d'étudier le cas colombien avec des lunettes d'analyse anthropologiques voire théologiques.

Il pourrait être pertinent de voir ces cinq points comme exemplifiant le type d'analyse qui est nécessaire d'effectuer pour aborder cette période. En effet La Violence ne semblerait pas relever de causes uniquement partisans, et elle prendrait plusieurs formes. Il appert que les facteurs de compréhension de ce phénomène sont de long terme comme de court terme, justifiant l'approche historique au politique colombien qui a été choisie pour cette note. En effet, les tendances sectaires du bipartisme s'observent au XIX^{ième} siècle, et dans un autre sens il est certain que l'assassinat de Gaitán en 1948 poussera les tendances insurrectionnelles du mouvement démocratico-populaire à un autre niveau.

Le Front National

« Sur une montagne de 200.000 morts Lleras Camargo et Laureano Gómez signeront le pacte pour abattre la dictature de Rojas Pinilla. »⁶⁵ La tentative du dictateur de former un régime populiste depuis le pouvoir obligera les factions en cause dans La Violence à reformer le bloc de pouvoir sans quoi elles risquaient d'être véritablement exclues de la vie politique. La nouvelle institutionnalisation du bipartisme en un corporatisme autoritaire congèlera la scène politique et la recoupera de son peuple. Je vais commencer décrire le régime du Front National, pour ensuite aborder ses aspects économiques, principalement la continuité de l'interventionnisme modéré et la politique économique de Carlos Lleras Restrepo. Enfin j'aborderai les conséquences politiques d'un tel régime politique.

L'administration Lleras Camargo inaugurera un régime qui allait durer formellement seize ans et partager les postes publics entre libéraux et conservateurs à tous les niveaux soit national, départemental et municipal, ainsi que dans toutes les entités législatives soit le Congrès, les assemblées départementales et les conseils municipaux. Enfin, la présidence était alternée entre les deux partis. On restituera les libertés syndicales et politiques, et dans un premier temps l'État ira jusqu'à faire observer l'application des conventions collectives. Les gouvernements du Front National seront généralement protectionnistes et pousseront le développement d'un surplus de la production consacré aux exportations.

Depuis les années cinquante, les déséquilibres dans la balance des paiements faisaient que le Fond Monétaire International (FMI) s'ingérait dans la vie économique du pays. La nouvelle étape d'accumulation impulsée par l'industrialisation entraînait des besoins de capital pour financer les transformations des processus de production et pour les entreprises qui produisaient des biens avec une plus forte concentration de capital. De plus, à partir de 1956 s'ouvrira un cycle récessif qui durera douze ans. Ainsi, bien que selon Kalmanovitz il y ait eu une hausse dans la production nationale des moyens de production, chose positive pour l'économie nationale, de 1954 à la fin des années soixante on notera une augmentation de l'endettement public et une expansion du crédit privé : l'endettement passera de 1% du PIB dans les années cinquante à 4.3% en 1968. L'aide accordée par le FMI forcera l'octroi de contrats avantageux à des firmes privées et l'usage de la dévaluation pour rétablir l'équilibre dans la balance des paiements. Il est possible de noter deux effets des accords avec le FMI qui affecteront les classes dominées : les dévaluations n'atteindront pas leur but par leur effet inflationnaire, ce dernier recoupant le pouvoir acquisitif des pauvres, et l'insertion des firmes

⁶⁵ *Ibid*, p. 33.

multinationales contournera l'effet industrialisateur du protectionnisme⁶⁶. Peut-être une autre façon d'observer comment les classes dominantes n'étaient pas intéressées à la redistribution du revenu national pourrait être par la façon dont ils appliqueront le keynésianisme promu par l'administration Kennedy au travers de l'Alliance pour le Progrès. Le déficit fiscal tant nécessaire à la stimulation de la demande sera financé par des taxes sur les ventes, et la gestion de ce déficit entraînait une forte inflation.⁶⁷

Finalement, l'administration Lleras Restrepo changera la donne en 1968. On coupera les négociations avec le FMI et on instituera un régime des changes qui visera une dévaluation progressive, permettant ainsi une meilleure prévisibilité. Toujours avec l'intention de promouvoir l'industrialisation, on promulguera des mesures de contrôle des investissements étrangers. Dans la même direction que celle du lauréatisme et pour améliorer la rentabilité, on coupera dans les droits à la grève pour contrer les augmentations de salaires réels.

Au niveau politique, quelques observations doivent être faites sur les conséquences du régime politique adopté par les classes dominantes. L'institutionnalisation du bipartisme entraînera le développement accru du clientélisme pour suppléer au manque de représentation. En effet, c'est dans cette période qu'on parle du pays réel et du pays formel, démontrant la déconnection de la sphère politique du reste de la société, ce qui entraînera l'apathie et la dépolitisation de la société. C'est aussi dans cette période, en 1964, que se forment les guérillas basées dans les régions rurales, les deux plus importantes étant les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de Libération Nationale (ELN). De ce fait, il serait possible d'avancer que les causes structurelles du conflit social et armé, comme le déficit de réformes sociales, étaient encore présentes malgré l'apaisement de la violence inter-partisane. Dans le même sens, la monopolisation formelle de la scène politique par le bipartisme consacrait pour seize ans l'exclusion et la radicalisation de toute tension ou de toute force politique alternative. Deux exemples peuvent être mis de l'avant pour confirmer cette dynamique. En premier lieu, la défaite douteuse aux élections de 1970 de l'Alliance Nationale Populaire (Anapo) de Rojas Pinilla (qui s'était présenté conjointement avec le parti conservateur) poussera au développement d'un mouvement insurgent basé dans les concentrations urbaines, le *Movimiento 19 de abril* (M-19). Deuxièmement, la déclaration d'illégalité de l'organisation étudiante de l'Université Nationale en 1966 affaiblira le mouvement étudiant dans tout le pays et poussera plusieurs de ses membres à intégrer les groupes insurgents⁶⁸.

⁶⁶ Bien que les barrières tarifaires permettent aux industries de se développer, on ne comptait pas encore de législation sur les investissements extérieurs.

⁶⁷ Kalmanovitz, *Supra* note 16, pp. 401-448.

⁶⁸ Medina, *Supra* note 39, pp. 34-36.

Le régime du Front National confirme l'importante capacité des élites à surpasser le factionnalisme indépendamment des tendances idéologiques pour former des coalitions qui permettront de conserver le contrôle de l'appareil étatique. Dans le même sens, que la nature du régime permette une représentation qu'il soit possible de qualifier de démocratique ne semblerait pas importer, la sphère politique se trouvant déconnectée de la vie sociale pendant cette période.

Violence endémique, narcotrafic et paramilitarisme

La violence endémique pourrait être définie comme la reproduction de la violence par les conditions socio-historiques installées depuis les années trente à l'instar du manque de réformisme social, de la crise de la représentation politique, et de la crise d'un État qui n'a pas le monopole de la violence légitime, du territoire, et de monopole fiscal.⁶⁹ Le paramilitarisme renvoie pour sa part aux stratégies de contre-insurgences qui sont adoptées par l'État ou par certains groupes qui ont une importante capacité financière ou une importante influence sociopolitique locale. L'objectif de cette section est de souligner quelques phénomènes qui auront un effet sur les structures de longue durée telles que le type de régime politique qui sera adopté. Je commencerai par traiter du néolibéralisme des années soixante-dix et des tentatives de résolution du conflit armé qui ont commencées avec les groupes insurgents. Enfin, j'effectuerai quelques brèves observations sur les phénomènes du paramilitarisme et du narcotrafic.

Néolibéralisme

Les exportations colombiennes se diversifieront dans les années soixante et on notera une importante poussée des exportations manufacturières et agro-pastorales entre 1970 et 1974. Néanmoins, après cette période on connaîtra une importante récession causée par le mauvais rapport entre la dotation du capital et la plus-value produite⁷⁰. La réponse à cette situation sera l'adoption par l'administration de Alfonso López Michelsen de mesures néo-libérales. Sans tomber dans une description intégrale des thèses de cette doctrine économique, il est possible de souligner deux mesures qui toucheront de façon importante l'économie colombienne. En premier lieu on désirera transférer plusieurs fonctions de crédit au privé, ce qui s'était déjà fait dans l'administration précédente avec un système privé de crédit pour la construction résidentielle (la UPAC). La généralisation de cette fonction mettra entre les mains d'un consortium industrialo financier d'importantes sommes, ce qui rendra le crédit beaucoup moins accessible et abordable et amènera à la faillite de plusieurs entreprises moyennes

⁶⁹ Medina utilise le titre de section « Violence Endémique » pour traiter de la période de 1977 à 1999. - *Ibid.*

⁷⁰ Tout au long de son ouvrage, Kalmanovitz insiste aussi sur le manque de développement sérieux de l'agriculture colombienne, qui « produit peu et dispendieux ». Cette caractéristique structurelle de l'économie colombienne entraînerait une constante tendance inflationnaire, et dans la période présente sera une des causes de la récession.

qui seront récupérées par ledit consortium. En deuxième lieu, la baisse des barrières tarifaires fera augmenter les importations de produits finis, ce qui affectera grandement les industries nationales qui produisaient ces biens. En effet, l'ouverture amènera une véritable désindustrialisation de l'économie colombienne, pour qu'elle se reconcentre dans la production de biens à faible valeur ajoutée. Enfin, pour empirer la conjoncture économique, les deux chocs pétroliers produiront une importante récession de par l'augmentation qu'ils provoqueront sur les coûts de production et la demande extérieure.⁷¹

La conjoncture de l'application du néolibéralisme laissera d'importantes marques sur le revenu des classes moyennes, ces dernières voyant leur participation au revenu national chuter pendant que de 1970 à 1979 les impôts payés par les sociétés de capital passent de 3.1% du PIB à 1.9%. Dans le même sens, la baisse des salaires réels ainsi que les mesures antisyndicales viendront augmenter la pression sur les classes pauvres et moyennes, et déboucheront sur l'Arrêt Civique National de 1977, provoqué par quatre centrales syndicales et appuyé par plusieurs secteurs populaires non syndiqués⁷². La réponse à cette mobilisation importante sera le Statut de Sécurité du gouvernement Turbay Ayala (1978-1982), une variation de l'état d'exception étant donné ses conséquences juridiques. Cette réponse typique du régime qui est analysé ici ne fera que contribuer à sa délégitimation.

Il serait possible d'effectuer deux observations au sujet du système politique de cette période. Premièrement en notant la continuité de pratiques politiques typiques d'une société traditionnelle⁷³, étant donné le fait que les trois candidats à la présidence de 1974 étaient des enfants d'anciens présidents. Deuxièmement concernant le système clientéliste :

L'élection de Julio César Turbay Alaya signifia le plus grand triomphe du système clientéliste, comme ce personnage réussi a remonter, lentement mais sûrement, la totalité des marches du labyrinthe ascendant de la politique nationale en utilisant toutes les ressources disponibles dans les relations de clientèle.⁷⁴

Chose plus préoccupante pour la conjoncture actuelle étant le fait que le narcotrafic et le paramilitarisme utiliseront parfois ces mêmes réseaux pour infiltrer les institutions de l'État.

⁷¹ *Ibid*, pp. 449-513.

⁷² Medina, *Supra* note 39, p. 35.

⁷³ Voir *Supra* pp. 3-4.

⁷⁴ Leal, *Supra* note 26, p. 253.

Les années quatre-vingt amèneront le démontage graduel de l'ordre institutionnel du Front National qui culminera avec la Constitution de 1991, et verra les premières négociations entre l'État et les groupes insurgents. Ainsi, Kalmanovitz avance qu'après 1974 le Front National « avait continué à fonctionner en pratique avec des règles du jeu plus flexibles pour ses partenaires mais plus rigides pour les mouvements populaires et l'opposition »⁷⁵. En effet, les coalitions resteront effectives jusqu'en 1986, quand les conservateurs refuseront de participer au gouvernement libéral de Virgilio Barco (1986-1990) parce qu'ils s'étaient fait offrir trois ministères au lieu des sept ou huit habituels. Le gouvernement de Belisario Betancur (1982-1986) contribuera au commencement de la réforme avec son projet d'ouverture. Ce dernier permettra l'élection des maires, et fera passer un statut des partis qui devait réorganiser le financement de ces entités et renforcer les expressions politiques plus faibles. D'un autre côté, il est nécessaire de signaler que bien qu'il fut un échec, le processus de négociation avec les groupes insurgents en initiera une série d'autres qui permettront la démobilisation de certains groupes armés comme le M-19. Je crois que 15 ans après la nouvelle Constitution il soit encore difficile de juger cet instrument et ses effets, bien que tout en reconnaissant les avancées il soit difficile de croire en la « magie constitutionnelle »⁷⁶. La Constitution visait entre autres à renforcer le législatif, à affaiblir en engrenages du clientélisme et la corruption du Congrès, et rendre plus indépendante la justice et la banque centrale de l'exécutif⁷⁷. Il n'est pas difficile d'avancer que la corruption et le clientélisme restent un problème majeur, tel que le démontre le procès révocatoire intenté contre le président Samper (1994-1998) pour le financement de sa campagne électorale par le narcotraffic. Dans le même sens, il sera nécessaire d'être critique par rapport à la pacification apportée par les processus de paix : l'Union Patriotique, un parti créé à la suite des processus de paix, a été victime d'un génocide politique en étant éliminé physiquement⁷⁸ ce qui viendra handicaper à long terme toute perspective de pacification par l'intégration au système politique des groupes insurgents. Dans le même sens, pendant les années 1990 la Colombie aurait eu le taux d'homicide le plus élevé au monde⁷⁹.

Paramilitarisme et narcotraffic

Certaines observations doivent être effectuées sur ces deux phénomènes, mais étant donné la brièveté de cette note il m'est impossible d'effectuer une analyse intégrale de ces phénomènes et de leurs effets sur la représentation. L'origine légale du paramilitarisme pourrait remonter à la moitié des années soixante quand le gouvernement permettra aux civils de s'armer pour empêcher les avancées des groupes insurgents. En effet, cette initiative s'inscrivait dans les stratégies de contre-insurgence

⁷⁵ Kalmanovitz, *Supra* note 16, p. 532.

⁷⁶ Medina, *Supra* note 39, p. 38.

⁷⁷ Kalmanovitz, *Supra* note 16, pp. 563-567.

⁷⁸ Alcántara Saez et Ibeas Miguel, *Supra* note 1, p. 18.

⁷⁹ *Ibid*, p. 19

inspirées de l'École des Amériques, une institution états-unienne située au Panama⁸⁰. La stratégie sera appuyée tout au long de son existence par des groupes économiques tels que les *terratenientes*, les entrepreneurs capitalistes qui entreprennent des projets agro-industriels dans les zones plus conflictuelles, certains secteurs réactionnaires du gouvernement, et les narcotrafiquants. De plus cette stratégie jouira d'un appui allant de l'omission à la participation directe de l'armée et de la police. Il va sans dire que cette coordination varie selon les régions. Au niveau de la représentation un de ses leaders a déjà affirmé que 35% du Congrès est occupé par députés paramilitaires⁸¹. Étant donné la variété des intérêts que le paramilitarisme peut représenter, il est difficile définir clairement son influence. Néanmoins, il est possible de croire qu'étant donné que sa reproduction économique passe généralement par la concentration de la terre et l'implantation de projets économiques dans les zones rurales, les intérêts de ce groupe pousseront à l'atteinte de ces objectifs, et certainement pas à l'effectivisation de la justice sociale.

Le narcotrafic a fait irruption sur la scène politique dans les années quatre-vingt. Ce phénomène a contribué à la corruption dans toutes les entités du gouvernement. Il a aussi augmenté le niveau de violence et le terrorisme indiscriminé. Ce phénomène est aussi représenté dans les plus hautes sphères de l'État, mais son principal effet sur ce dernier pourrait être la corruption et l'impossibilité de la freiner, un des exemples les plus patents étant l'assassinat du candidat présidentiel libéral Luis Carlos Galán en 1989 par Pablo Escobar.

J'ai abordé le néolibéralisme des années soixante-dix pour avancer que son application aura amené le transfert de certaines fonctions de crédit au domaine privé et aura empiré la condition économique des classes dominées tout en retirant le peu de concessions qui avaient été faites aux mouvements syndicaux et au travail en général. Le paramilitarisme signifierait l'arrivée de nouvelles élites très influentes au sein du gouvernement qui visent une modernisation de la société par la force des armes et la concentration de la terre. Le narcotrafic pour sa part pourrait être considéré comme un facteur exacerbant la violence et la corruption à toutes les échelles du gouvernement.

Conclusion du XX^{ième} siècle : une oligarchie?

J'ai traité de l'hégémonie conservatrice, ce qui a permis de souligner comment la sphère politique s'éloignera de la société puisqu'elle ne semblera pas suivre les développements amenés par la transformation de l'économie colombienne vers un

⁸⁰ Javier Giraldo, *El paramilitarismo, ayer y hoy*, mars 2003., p. 21 [En ligne, pagination estimée]

⁸¹ L'affirmation serait de Salvatore Mancuso. - Francisco Gutiérrez Sanín, *Ilegalidad y sistema político en Colombia : la agenda de Uribe Vélez*. Revista Nueva Sociedad, no. 192, 2004 (juillet-août), p. 69. [En ligne]

système capitaliste. Dans le même sens, les tentatives de modernisation de l'État par les libéraux tiendront compte de cette évolution en initiant la canalisation des conflits et tensions générées par le développement économique, par exemple en encadrant partiellement l'irruption du mouvement démocratico-populaire sur la scène politique par la création de la CTC. Une histoire nationale qui aurait pu suivre le cours de plusieurs autres pays bifurquera quand la réaction dans un premier temps provoquera la pause des réformes et ensuite commencera la répression de toute expression politique progressiste dans la société, Kalmanovitz allant jusqu'à qualifier la répression de « solution finale » face à la majorité libérale dans les urnes⁸². La Violence signifiera l'expression des conflits par des mécanismes typiques du XIX^{ème} siècle, l'arrêt de la négociation politique par les classes dominantes et la négation de l'autre comme sujet politique. Medina propose un cadre qui cite le bipartisme, la concentration de la terre, une nouvelle étape d'accumulation, la guerre froide et l'unanimité religieuse comme facteurs explicatifs de La Violence. La période du Front National représente un autre pacte intra-élite qui permettra de stabiliser les relations inter-partisanes tout en excluant et ainsi radicalisant les expressions politiques qui sortent du bipartisme. Enfin la période de 1974 à aujourd'hui (en excluant l'uribisme, qu'il m'est impossible d'analyser ici) est celle d'une violence endémique qui se reproduit dans les causes structurelles qui sont en vigueur depuis 1930, soit principalement le manque de réformisme social et l'exclusion du *pueblo* de la scène politique. Le paramilitarisme constituerait au niveau politique la promulgation de législations qui visent la concentration de la terre et promeuvent les projets agro-industriels. Pour sa part le narcotrafic signifierait l'intensification de la corruption et du clientélisme.

Il serait possible de conclure ce siècle avec la caractérisation de ce système qu'effectue Kenneth Roberts. Depuis une étude comparée des systèmes politiques, Roberts observe l'articulation entre les partis et la société pour avancer que le cas colombien pourrait être classifié comme un système de parti élitiste et oligarchique. En effet, puisque le système de partis colombien n'a jamais été reconfiguré par un parti ouvrier de masses comme dans les cas argentins et brésiliens, il serait toujours organisé selon un clivage central intra-oligarchique⁸³. Les partis auraient toujours tenté de rejoindre toutes les classes et auraient pu influencer les classes dominées par le gamonalisme et le clientélisme. La classification de Roberts renvoie à la définition usuelle des systèmes politiques latinoaméricains du XIX^{ème} siècle comme des oligarchies. En ce sens, la définition que j'ai faite plus haut des pratiques politiques typiques d'une société traditionnelle⁸⁴ et la description de l'intransigeance des classes dominantes au cours du XX^{ème} siècle pourrait permettre de qualifier ce régime

⁸² Kalmanovitz, *Supra* note 16, p. 359.

⁸³ Kenneth Roberts, *El sistema de partidos y la transformación de la representación política en la era neoliberal latinoamericana*, In Cavarozzi et Abal Medina (h.), *op. Cit.*, pp. 56-64.

⁸⁴ *Supra* pp. 3-4.

d'oligarchique, n'en reste que je m'astreindrai à le noter sous la forme de l'interrogation, cela pour y répondre dans une autre note.

POLITIQUE ET POUVOIR POPULAIRE

Le lecteur désirant une conclusion qui résume correctement les processus économiques et politiques exposés dans cette note pourra se référer aux conclusions des sections sur le XIX^{ième} et le XX^{ième} siècle⁸⁵; une conclusion plus analytique étant ici nécessaire. Pendant le XIX^{ième} siècle, 85% de la population colombienne vivant en milieu rural sera soumise dans sa majorité au *terrateniente* qui exercera une hégémonie au travers de l'église et de la conception naturelle de la relation asymétrique entre propriétaire et locataire. Cette image peut bien résumer la forme locale du politique colombien dans cette période, et son transfert sur la scène nationale pourrait être aidé du concept de *Caudillo*. Cet acteur de la scène politique tentera tout au long du XIX^{ième} de nationaliser ses projets, bien qu'il apparaisse que l'image qui en reste soit celle des tensions belliqueuses dans une fédération de partis conservateurs et libéraux régionaux. Le XX^{ième} siècle est marqué par le développement d'un système capitaliste, la tentative du mouvement démocratique-populaire d'entrer sur la scène politique, et sa répression par les classes dominantes. Malgré le fait que la conjoncture économique internationale poussera à un certain interventionnisme, il est nécessaire d'avancer à la suite de Kalmanovitz que la tendance prédominante sera celle du libéralisme économique. L'exclusion des expressions politiques de gauche contribuera à leur radicalisation et à la reproduction de la violence comme mécanisme d'interaction politique au niveau local, régional et national.

Suite à cette exposition, il sera possible d'avancer que certaines conditions de changement et de continuités du système politique colombien ont été délimitées, et qu'elles permettent d'éclairer le contexte actuel colombien. En effet, la monopolisation du pouvoir politique par les classes dominantes et la répression des expressions populaires permettent de comprendre pourquoi une partie de la population a toujours recours à ce que Guerra appelle des mécanismes de représentation supplétifs quand il décrit les traits de la Colombie du XIX^{ième} siècle⁸⁶. Cette continuité des pratiques politiques du siècle antérieur renvoie à la caractérisation des systèmes politiques de ladite période comme des oligarchies⁸⁷. Il n'est pas question ici de définir le système politique actuel de cette façon, mais de remarquer comment ces inférences permettent d'éclairer le contexte colombien.

Au niveau de la normativité et, comme je l'ai avancé au début, de la nécessité de contribuer à l'ébauche d'une ontologie qui identifie les facteurs qui aident à comprendre et agir sur une conjoncture historique, je crois que le cas colombien devrait renvoyer à

⁸⁵ *Supra* pp. 10-11, 29-30.

⁸⁶ *Supra* p. 15.

⁸⁷ Arias, *Supra* note 3.

une réflexion sur le concept de *pueblo*. En effet ce concept de “peuple” a été utilisé dans plusieurs pays pendant les régimes populistes pour justifier une redistribution du revenu et l’instauration de canaux corporatifs qui accordaient une représentativité à certains secteurs de la société civile. Malgré les critiques très justifiables du populisme latinoaméricain, cette forme de politique aura certainement amené une meilleure perméabilité des systèmes politiques aux demandes des masses. En Colombie, cette intégration a été freinée pour faire place à la Violence et au retour d’un conservatisme politique typique des pratiques du XIX^{ième} siècle. Comment peut-on appliquer le *pueblo* au contexte actuel? Sur l’intégration, il est difficile d’envisager comment elle pourrait se faire quand l’État et les groupes insurgents ne semblent pas reconnaître l’expression des mouvements populaires que sont entre autres les ligues paysannes, les syndicats, les défenseurs de droits humains et les associations étudiantes. Ces trois entités (État, insurrection, organisations populaires) ne peuvent se substituer au *pueblo*, néanmoins les projets mis de l’avant par les organisations populaires pourraient éclairer des solutions au conflit social et armé. Enfin, cette alternative semble difficile à envisager, puisque chacun des deux pôles armés assimilent ces expressions populaires à son opposant. Bref, il m’apparaît que la solution du conflit social et armé passera par l’application de projets qui refléteront les intérêts à court et long terme du *pueblo*, aussi improbable que cela ne le semble suite à une analyse de l’histoire colombienne.

BIBLIOGRAPHIE

Livres

- Carr, Edward Hallett. *The Twenty Years' Crisis 1919-1939*. New York: Harper Torchbooks.
- Cox, Robert. *The Political Economy of a Plural World : Critical Reflections on Power, Morals and Civilization*. Londres : Routledge, 2002.
- Giraldo, Javier, *Guerra o democracia*, Bogota : Fundacion para la investigacion y la cultura, 2003.
- Kalmanovitz, Salomón. *Economía y nación : Una breve historia de Colombia*. Bogota : Tercer Mundo editores, 4^e ed., 1994.
- Minaudier, Jean-Pierre. *Histoire de la Colombie : de la conquête à nos jours*. Paris : l'Harmattan, 1992.

Chapitres de livre

- Alcántara Saez, Manuel et Ibeas Miguel, Juan Manuel. *Colombia ante los retos del siglo XXI: desarrollo, democracia y paz*. In Alcántara Saez et Ibeas Miguel (ed.), "Colombia ante los retos del siglo XXI: desarrollo, democracia y paz". Salamanca: Ediciones Universidad de Salamanca, 2001.
- Dávila Ladron de Guevara, Andrés et Botero Jaramillo, Felipe. *La compleja modernización de los partidos más antiguos en América Latina*. In Cavarozzi et Abal Medina (h.), "El asedio a la política: Los partidos latinoamericanos en la era neoliberal". Rosario: Homo Sapiens Ediciones, 2002.
- Guerra, François-Xavier. *Las Metamorfosis de la Representación en el Siglo XIX*. In Georges Couffignal, "Democracias Posibles: El Desafío Latinoamericano". Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, 1994.
- Leal Butrago, Francisco. *Colombia: un bipartidismo en crisis*, En Meyer y Reyna (comp.), "Los sistemas políticos en América Latina". Mexico: Siglo XXI Editores, 1989.
- Medina, Medófilo. *El siglo XX Colombiano : las alternativas de la paz y de la guerra*, In Alcántara Saez et Ibeas Miguel, *op. cit.*
- O'Donnell, Guillermo. *Capítulo 1*. In "1966-1972 El Estado Burocrático-Autoritario: Triunfos, derrotas y crisis". Buenos Aires: Editorial de Belgrano, 1982.
- Roberts, Kenneth. *El sistema de partidos y la transformación de la representación política en la era neoliberal latinoamericana*. In Cavarozzi et Abal Medina (h.), *op. cit.*

- Safford, Frank. *política, ideología y sociedad*. In Bethell, Leslie, “Historia de américa latina: América latina independiente 1820-1870”. Barcelona: Ediciones Crítica, 1987.

Artículos de periódicos

- Javier Giraldo, *El paramilitarismo, ayer y hoy*, mars 2003. En ligne: www.javiergiraldo.org
- Francisco Gutiérrez Sanín, *Ilegalidad y sistema político en Colombia : la agenda de Uribe Vélez*. Revista Nueva Sociedad, no. 192, 2004 (juillet-aout), p. 69. En ligne:

Sites web

- Biblioteca Luis Angel Arango. *Atlas básico de historia de Colombia*, Banco de la República, Colombia, 1996. <http://www.banrep.gov.co>.
- Javier Giraldo, *Desde las margenes*. <http://www.javiergiraldo.org>